

Le peuple, inconcevable

François Cusset*

LA SITUATION POURRAIT ÊTRE BURLESQUE, si elle n'était tragique : pendant que les ambitieux et leurs communicants peaufinent scrutin après scrutin leur machinerie électorale, plus démagogue cette année et plus mensongère que jamais, les essayistes et autres politologues analysent de leur côté, d'année en année, les votes de « défiance » et le peuple « introuvable » – cette fameuse *crise de la démocratie représentative* qui fait des propagandes des premiers et des élucubrations des seconds autant de gesticulations impuissantes, de même que certains s'acharnent à ranimer un noyé mort depuis longtemps. On n'est pas loin, de fait, de ce que les psychologues appellent une double contrainte, et les philosophes une antinomie de la raison : comment les mêmes qui pleurent l'électorat égaré, la démission du politique, le pouvoir de Wall Street ou de Bruxelles et la fin de la souveraineté à l'ère des médias tout-puissants peuvent-ils vomir les abstentionnistes et sommer tout le monde de courir aux urnes ? Comment osent-ils nous faire le chantage au droit de vote, au vote « libre », cette chance qu'on ne devrait pas gâcher tant sa conquête a fait couler de sang de Tunis à Rangoon (et bientôt, pourquoi pas, de Pyongyang à Téhéran), alors même qu'ils en savent, et en clament parfois, l'ineptie regrettable, l'impuissance avérée ? Paradoxe d'une époque qui a jeté la logique avec l'eau du bain, et avec l'économie « réelle » : rien ne sert de voter, mais il faut y aller. Un paradoxe qu'on peut reformuler ainsi : le peuple n'existe plus, mais qu'il fasse son choix. Pas question, bien sûr, de rouvrir ici le débat entre les hérauts de l'État de droit et les pourfendeurs du « piège à cons », entre les partisans de la démocratie formelle et les anarchistes de la démocratie directe, ceux-là fustigeant l'idéalisme criminel des gauchistes de salon et ceux-ci moquant les moutons partant veau-ter en troupeaux – sans que leur bestiaire soit bien stable. D'autant que sur ces questions de principe, l'éloquence impertinente des ennemis du vote l'emportera toujours au café du commerce : il est déjà dur d'avoir des chefs, estiment-ils, il serait masochiste de les choisir, ou encore ce parallèle saisissant, hérité de la verve situationniste, entre suffrage et putrescence – les politiciens qui disent « nous le peuple » leur faisant songer à une bande d'asticots qui diraient « nous le cadavre »... Pas question, en un mot, de relancer pour l'heure le vieux débat du vote, ni même de déplier les dégâts, plus ou moins irréversibles, qu'aurait subis la représentation politique. Car pour

* François Cusset est historien des idées, professeur de civilisation américaine à l'université de Nanterre.

que l'électorat, dans sa définition juridique, soit représenté, fût-ce sur le

POLITIQUE

mode de la trahison ou de l'impasse statistique (si effectivement un président est élu par 20 % des adultes...), encore faudrait-il d'abord que le peuple soit *représentable*, au sens premier de concevable, figurable, pensable, sans même parler de mesurable. Pour pouvoir discuter du rapport entre un peuple et ceux qui se proposent de le représenter, fût-ce sur le mode de la distance ou de l'incompréhension, encore faudrait-il que ce rapport soit logiquement possible, que les deux ordres en question soient commensurables, concevables au sein du même univers. Pour que l'élection soit pensable, il faudrait, en somme, que le peuple ne soit pas irreprésentable, que le mot ne soit pas vidé de sens, que le concept n'ait pas disparu, ou que son invocation ne soit pas interdite, immédiatement suspecte.

L'effondrement du signifiant « peuple », la dissolution de son signifié, ne sont pas des problèmes de linguiste, ou des réflexes de coupeurs de cheveux en quatre qui préféreraient régresser vers le lexique et sa logique plutôt que d'affronter le problème lui-même. Ils sont, tout au contraire, ce qui est arrivé depuis trois à quatre décennies aux sociétés occidentales, à celles qui se réclament de la « démocratie libérale » depuis bien avant les printemps arabes ou même la chute du Mur de Berlin. Ils sont notre triste réalité. L'évolution historique récente de cette vieille notion de « peuple » vers l'inconcevable, l'invivisibilité conceptuelle, vers l'imprononçable de tout débat public, nous est plus

qu'un symptôme, plus que le signe d'autre chose : elle est une bonne part du problème, sinon tout le problème. Car on pourrait, au risque du nominalisme, aller des mots aux choses, et faire de cette disparition intellectuelle, donc politique, la première étape d'une mise à mort historique, ou sociale : en effet, ce qui ne se conçoit plus ne saurait se rassembler, ni à plus forte raison se soulever ou prendre les armes. Pas de peuple pensable, pas de peuple mobilisable. Reste à rappeler, aussi peu original que soit ici ce rappel, les étapes et les facteurs d'une telle disparition, dont il convient d'abord de préciser qu'elle n'a rien de naturel, donc de fatal, comme la disparition d'un prurit ou celle des dinosaures : elle fut, et reste, un processus délibéré, stratégique, quand bien même ses tenants dispersés n'auraient pas toujours concerté leurs actions. Si le peuple a disparu, c'est sous un feu croisé, des tirs de provenances multiples, un feu dont les étincelles récentes furent les plus spectaculaires, mais dont les premières flammes remontent à loin. Sauf qu'il nous aura fallu, pour le comprendre, quelque chose comme un peuple se réveiller au cours de la folle année 2011, quelque chose d'aussi spontané, d'aussi chaotique, d'aussi soudain et peut-être sans lendemain que les masses



de la place Tahrir, les campeurs de Zuccotti Park à New York, les grévistes coréens ou les chômeurs madrilènes. Ils nous aura fallu ces sursauts simultanés, dont nos ornières (républicaines ou coloniales) nous empêchèrent de voir les prémisses dans les émeutes de banlieue de 2005 ou celles d'outre-Manche de l'été dernier, il nous aura fallu ces réveils convergents pour qu'à l'inverse, on comprenne à les voir, sinon à les rejoindre, ce qui avait bel et bien disparu, ce qui était devenu proprement inconcevable au fil des dernières décennies – et plus encore des dernières années. On peut tenter de remonter ce fil.

Peuple social et peuple national

Car seul ce fil, ou ce tir croisé, explique que « le peuple » non seulement soit devenu inconcevable, et irreprésenté, mais qu'il semble sans rapport aucun avec l'ici et maintenant, avec les mouvements sociaux qu'ont malgré tout continué de susciter la dilapidation de l'État-providence et la privatisation de l'espace public, sans rapport aucun avec les subjectivations collectives (syndicales, culturelles, circonstancielles...) qui ont quand même rythmé la longue séquence contre-révolutionnaire commencée il y a plus de trente ans. Ces mouvements, ces mobilisations, toujours spécifiques, il ne viendrait à l'idée de personne de les attribuer au peuple, de les salir sous ce mot désastreux. En d'autres termes, seul ce rejet du peuple dans l'impensable, ou l'abjection morale et politique – en en laissant le monopole aux hitlériens des années 1930 et aux xénophobes d'aujourd'hui –, explique la réticence des uns et des autres, dans la rue, sur le Web, à joindre leurs causes variées, à pérenniser leurs luttes, ou à recourir à la violence contre la violence légitime – leur réticence, en un mot, à *faire peuple*. Sans cette disparition du concept de peuple dans les limbes de la déraison, on ne saurait comprendre pourquoi le consensus de Washington n'a pas ressuscité les barricades, ni pourquoi aucun représentant de la finance spéculative, *trader* ou volatiliste, n'a fait l'objet d'assassinat politique depuis qu'existent les marchés financiers. Il faut un peuple pour en former l'avant-garde, en envisager la défense active, sanglante si besoin. Disparition du peuple, donc. Mais avant même qu'elle ne commence, il faut rappeler que l'avait précédée, sur un bon siècle, une métamorphose décisive : le peuple *social* était devenu le peuple *national*. Le peuple social, celui de 1789, de 1848, de la Commune, mais encore celui de 1917 en Russie et de 1919 en Allemagne, est en effet devenu en quelques décennies, depuis l'achèvement forcé des grandes nations européennes à la fin du XIX^e siècle jusqu'à la décolonisation des années 1960, le peuple national, le mot comme le concept évoluant alors sous le coup d'une assignation territoriale, patriote, culturelle. « Peuple », à l'époque d'Auguste Blanqui, se dit de cette masse indifférenciée que la démocratie bourgeoise et sa révolution industrielle veulent intégrer, éduquer, classifier, c'est-à-dire aussi bien de ces classes dangereuses aux contours mal définis qu'on contrôle mieux en les enfermant ; « peuple », à l'époque de la grande guerre civile européenne de la première moitié du XX^e siècle, mais aussi en un tout autre sens sous les feux du FLN et

POLITIQUE

des Vietkongs, se dit d'une communauté déterminée, incluant ses membres au nom de critères de race, d'histoire ou de territoire, et excluant par définition ceux qui ne satisfont pas aux critères en question. Ironie de la grammaire : dans le premier cas, ce peuple indéfini exige l'article défini, le peuple, là où dans le second cas, ces peuples bien définis ne vont pas sans l'article indéfini – le peuple français, allemand ou algérien étant, à chaque fois, *un* peuple. Parmi d'autres, contre d'autres. On dira que cette assignation nationale du peuple, héritage du XIX^e siècle, ne fut que la forme nouvelle prise par un très ancien processus d'exclusion, sans lequel le concept de peuple n'aurait pas de raison d'être : après tout, le *populus* romain et le *demos* grec, inventions du Sénat et des oligarques, avaient pour fonction de rassembler sous une même rubrique tous les citoyens (*universi cives*), tous les individus autorisés à voter. Curieux paradoxe initial que cette définition du peuple, dans les sociétés antiques, par cela même qu'il est censé rendre possible, qui devrait en découler : la citoyenneté. Le peuple, depuis les origines, distingue ainsi un dedans et un dehors, un sujet et un rejet. Sauf que justement, et au risque d'écrire ici une histoire à trop gros traits, le déclin rapide du peuple national au milieu du XX^e siècle – avec la victoire contre le nazisme, la substitution d'une guerre idéologique bipolaire aux conflits entre nations, l'essor d'entités transnationales (de l'ONU à la CEE) et l'achèvement de la décolonisation – a entraîné pour *le peuple* un retour à sa définition la plus large, la plus inclusive, à son indéfinition sociale et à son instabilité grammaticale. Comme en ont témoigné, à leur manière, vingt années de révoltes étudiantes et de contre-cultures. Faute de pouvoir réassigner le peuple à une essence culturelle ou à un territoire donné, on s'est donc appliqué à le faire disparaître, à démonétiser le mot, à en ringardiser et à en culpabiliser tous les usages possibles, et à lui substituer, sous prétexte de science ou de morale, des catégories plus contrôlables, et mieux définies. C'est ici que commence le processus de dissolution conceptuelle du peuple initié il y a plus de trente ans, un processus dont les événements récents signalent l'échec, le mensonge patent – sans qu'aucune perspective n'en émerge encore. Triple disparition, ou triple dissolution du peuple : sa disparition *experte, minoritaire, et sacrificielle*.

L'expertise, d'abord. On connaît cette première vague, qui déferle avec les années 1980, une vague dont l'écume célèbre est la substitution, sous l'égide des nouveaux experts en « mouvements sociaux », des CSP et des catégories de revenus aux classes sociales d'antan, et des « socio-styles » chers aux consultants et aux magazines en vogue aux groupes et aux métiers d'autrefois. Il n'y a désormais plus de peuple, plus de classe sociale, mais une bouillante mobilité qui vous fait passer d'un cran à l'autre de l'échelle des revenus et de l'index du bonheur (plus souvent, avec la crise naissante, du haut vers le bas que du bas vers le haut). Il n'y a plus de majorité silencieuse, mais le choix, que chacun peut faire – du moment que ce choix est individuel, qu'il sacre l'individu –, d'un style de vie, d'une tribu affinitaire, d'un look bien à soi. La version plus sérieuse, et autrement dramatique, de cette disparition

du concept de peuple sous le voile des concepts experts est l'argument, remis au goût du jour, du gouvernement des compétents : qu'ils s'agisse de la Fondation Saint-Simon dans les années 1980 (créée pour rapprocher les élites du savoir et de l'entreprise, et conseiller un État trop vieux-jeu) ou des cénacles bruxellois des années suivantes, qu'il s'agisse des nouveaux « chiens de garde » de médias modernisés ou des cabinets de conseil en plein essor, la stratégie libérale, ou néolibérale, vis-à-vis du peuple, de la notion comme de ce qu'il en resterait de référent réel, consiste alors à en circonscrire les dégâts, à en limiter l'influence, à corriger les effets regrettables du suffrage et du populisme par les vertus du *consulting* et du népotisme technocratique. La mondialisation économique et l'interdépendance géopolitique dressent un tableau trop complexe pour que la *vox populi* puisse désormais l'embrasser, à plus forte raison pour la laisser en décider. Et les subtilités d'une économie financière hypertrophiée, qui croit moins aux choix rationnels des acteurs économiques (contrairement à ce que clame sa doctrine néoclassique) qu'aux algorithmes de ses mathématiciens, sont bien sûr inaccessibles aux hordes d'électeurs, dont il faut surtout éviter qu'ils n'infléchissent par leur ignorance crasse la belle logique en vigueur. On reconnaît ici la période du néolibéralisme décomplexé, une période dont l'épisode grec de l'été dernier rappela qu'elle était loin d'être close : l'hypothèse qu'on pût laisser la rue hellène décider par référendum de son avenir économique, et peut-être de celui de l'Europe, comme Georges Papandréou suggéra de le faire, provoqua parmi les classes dirigeantes mondiales plus de cris d'orfraie et de hoquets de dégoût que ne l'avaient fait un siècle d'Apartheid ou toutes les famines africaines. Qu'on se le dise : le peuple, c'est la banqueroute, la garantie d'aller dans le mur. C'est dans la même logique que sont aujourd'hui taxées de populisme, quand elles ne sont pas associées à un retour du totalitarisme, des propositions comme celles d'un moratoire sur les dettes des États, d'un assouplissement des critères bruxellois de déficit public, ou d'une régulation bancaire volontariste. Propositions tout juste faites, selon les experts, pour induire en erreur le peuple décervelé, comme on attrape les mouches avec du vinaigre.

Minorités, le peuple mineur

En guise de transition vers la deuxième forme de disparition du peuple, sa dissolution *minoritaire*, ou identitaire, on peut dire qu'au vu des mêmes experts, et de leurs élites omnipotentes, laisser le choix au peuple, donc laisser exister comme possibilité conceptuelle cette idée même de « peuple », c'est nous condamner tous à l'alternative du Goulag ou de la Mosquée, du sabre collectiviste ou du goupillon islamiste. Ils en veulent pour preuve ce que deviennent les beaux printemps arabes quand ils passent de la rue au suffrage, de la révolution à l'élection : les électeurs de Tunisie comme ceux d'Égypte n'ont-ils pas placé en tête, fin 2011, les partis islamistes, dont la modération, nous rappellent les experts, n'est qu'un dangereux trompe-l'œil ? On n'en serait pas là, maugréent les mêmes compétents, si l'on avait pu éviter ce « 21 avril »

POLITIQUE

musulman en traitant les pays arabes comme Nicolas Sarkozy et Angela Merkel traitèrent en août 2011 la Grèce de Papandréou : en en faisant taire le peuple, et en laissant décider de plus sages instances. Pourtant, cette question identitaire dépasse largement le débat sur l'après-révolution arabe : elle signale, depuis longtemps déjà, le retour en contrebande, dans les marges de l'universalisme, dans les fossés de la République, du peuple national cher au XX^e siècle, avec sa pluralité d'identités problématiques, ce peuple auto-institué par sa différence même. L'affaire est complexe, difficile à résumer en quelques mots. C'est, outre-Atlantique, le prolongement des luttes pour les droits civiques des années 1960 sous la forme, plus culturelle, des politiques identitaires de campus des années 1980-1990, et la continuation des rébellions contre-culturelles sur le mode, plus inoffensif, des militantismes sexuels et des tribalismes culturels de la fin du XX^e siècle : c'est la substitution, selon la formule contestable des vieux démocrates américains, d'une « gauche culturelle » plurielle et rhétorique, balkanisée et fantasmatique, à la vieille gauche sociale unitaire sans laquelle aucune prise de pouvoir n'est possible – quand bien même les démocrates d'aujourd'hui auraient autant à voir avec la « gauche sociale » que la collection Harlequin avec la littérature.

Et en France, où de gauche à droite a longtemps régné le fameux consensus « anti-communautariste » (qui n'a peur ni de l'injustice ni des contre-sens), c'est l'essor depuis moins de vingt ans, sur les ruines de la promesse communiste, dans le vide laissé par la contre-révolution des années Mitterrand, de mouvements variés et hétéroclites, volontiers identitaires et anti-républicains (des féminismes radicaux aux Indigènes de la République) – dont il a bien fallu se résoudre à comprendre, par réalisme plus qu'adhésion, qu'à force d'associer en leur sein toutes les minorités ils n'étaient pas loin de constituer une majorité, ou du moins de ressembler à ce qu'autrefois on appelait le peuple, ouvert, indéfini. Malgré les relents de républicanisme répressif ou de patriotisme de gauche des uns et des autres, il a bien fallu admettre que « le peuple » serait désormais moins (ou autant) à trouver chez l'ouvrier en CDI ou le fonctionnaire cégétiste que chez le travailleur précaire, la migrante illégale, l'intermittent du spectacle ou le sans-abri désocialisé. À dire vrai, on ne l'a pas encore pleinement compris, pas encore vraiment admis, un réflexe cocardier ou un vieux conformisme social empêchant encore et toujours un large pan de la gauche, y compris chez ceux qui se réclament d'un marxisme rajeuni, de le reconnaître enfin. Ils sont encore nombreux, effectivement, majoritaires peut-être, ceux et celles qui voient les minorités, ce terme trop à la mode, comme un supplément du peuple, sa bordure extérieure, sa trahison possible, et non plus comme ses composantes majeures d'aujourd'hui. Et qui contribuent ainsi, sans le vouloir, à cette disparition minoritaire du peuple, qu'on préfère saborder en tant que tel plutôt que d'y admettre, et d'y côtoyer, des filles voilées ou des lesbiennes radicales. Or, il n'est pas besoin d'avoir lu Gilles Deleuze et sa défense des politiques « mineures » (plutôt que minoritaires) pour comprendre que celui qui ne tient pas en place dans les catégories auxquelles on l'a

assigné, celle qui ne se sent pas seulement salariée, française ou mère de famille, celui ou celle qui déborde à chaque instant du terreau auquel les experts veulent le limiter fait alors partie, précisément, du peuple. Au sens où il y a du peuple « *dans toutes les classes sociales* », comme l'écrivait déjà Hegel. Et au sens, dès lors, où la minorité ainsi redéfinie représente, potentiellement, la majorité politique.

La troisième forme de disparition du peuple est plus actuelle, plus circonstancielle en un sens, que ces évolutions sur le long terme qui nous renvoient à quatre décennies d'expertise au pouvoir (sinon plus) et à vingt ans de mouvements minoritaires. Elle en est, de fait, la conséquence logique. Et si elle est d'abord formulée à l'occasion des premiers discours des années 1970-1980 sur « la crise », sur sa nécessité, ses vertus dynamiques, sa fatalité naturelle, elle n'a jamais autant dominé le débat public, ou autant empêché toute forme de débat public, que depuis la crise financière de 2008 et la panique européenne de la dette réveillée l'an dernier : c'est la définition du peuple en négatif, comme le lieu par excellence de l'effort salvateur, de l'austérité rédemptrice, le remplacement, autrement dit, d'un *peuple-sujet* que tout depuis trente ans rend impensable, ou mortellement périlleux, par la seule *citoyenneté sacrificielle*. L'éloquence avec laquelle les candidats aux élections, mais aussi les experts économiques et leurs alliés médiatiques, conjurent aujourd'hui leurs vœux de bien vouloir attendre, retrousser leurs manches, se serrer la ceinture, cette éloquence va en effet bien au-delà du discours de la nécessité momentanée, ou de l'échange de bons procédés (acceptez ma rigueur, je vous redonnerai votre fierté). Elle s'adresse explicitement à ce peuple absent, introuvable, et lui promet d'exister à nouveau, collectivement, historiquement, à la condition de son sacrifice : être un bon citoyen reviendrait à comprendre l'urgence de l'effort, à accepter l'ampleur de la tâche, à reconnaître la chance qu'on a aussi de n'habiter ni la Somalie ni la préfecture de Fukushima, et alors seulement, en rejoignant ce « cercle de la raison », comme on laisse son nom rejoindre ceux d'un monument aux morts pour la patrie, alors seulement on retrouvera le sens de la citoyenneté, de l'appartenance collective, on pourra se réclamer d'un peuple qui sera la communauté des raisonnables, des courageux, des sacrifiés, et non plus le tuf des égoïsmes ou le terreau des populismes. Définition restrictive, disciplinaire, d'un nouveau peuple en marche, vers l'improbable sortie de crise ou vers le calme de la raison, avec à la clé la médaille du courage collectif dont nous avaient exclu jusqu'à présent nos lâchetés et nos ingratitude. Ce n'est plus Antigone sacrifiée devant le peuple, c'est le peuple sacrifié pour devenir ensemble Antigone, de son vivant – ou de son survivant, rigueur oblige.

Ce qui reste – l'élection passée

On l'aura compris : si les discours dominants nous disent tous que le peuple doit logiquement disparaître, comme concept et comme invocation (ou être

POLITIQUE

laissé à ses immondes tribuns, extrémistes et démagogues), c'est qu'il ne saurait être dorénavant, respectivement, que la bêtise démocratique, l'égoïsme des minorités, ou le triste jardin des enfants gâtés – ou les trois. Là où, à la place de ce peuple maudit, on aurait besoin, dans le même ordre, d'une oligarchie d'experts, d'une République droite et neutre, ou aveugle aux différences, et de citoyens prêts au sacrifice pour la rédemption collective. Le discours d'ensemble que cette lourde trilogie du peuple-disparu a tenté de circonscrire domine à ce point l'air du temps, saturant le débat électoral, qu'il semble difficile de lui concevoir une alternative plausible, ou de lui répondre autrement que dans la rage et l'impuissance. Sauf à regarder, peut-être, ce qui a lieu hors de chez nous, hors de notre petit cirque électoral, et jusque dans les marges de notre vieux village gaulois : un peuple qui n'a pas besoin de cette démonstration pesante pour émerger, pour réagir, pour occuper les places et les rues, s'opposer de la force de son nombre, fût-il encore infime, à la fatalité supposée de ce qui lui arrive – un peuple visible, il suffit d'ouvrir youtube ou dailymotion, à Tunis, au Caire, à Athènes, à Barcelone, à Séoul, à New York ou Toronto, et bientôt, espérons-le, à Marseille et à Bobigny. Car le jeu dont il est question ici n'est pas un jeu à somme nulle : pour reprendre la logique soustractive chère au philosophe Jacques Rancière, le peuple est un reste, il est ce qui reste une fois qu'on en a retiré les définitions figées, les exclusions réglées, les décrets démophobes et les discours de la raison. Ce qui reste, au sens mathématique de ce qui ne se compte pas, de ce qui ne disparaît pas dans l'équation, au sens de ce qui peut surgir, par conséquent, d'un moment à l'autre. Ce peuple-là, il faut bien l'admettre, surgit rarement des urnes.

Auteur de nombreux ouvrages, François Cusset a notamment publié *La Décennie. Le grand cauchemar des années 1980* (éditions La Découverte, 2006) et *French Theory. Foucault, Derrida, Deleuze et Cie* (éditions La Découverte, 2003, rééd. 2005).



POLITIQUE

